**Pourquoi les gens manifestent-ils contre les mesures prises pour lutter contre la**

**pandémie ?**

 Il est l’heure de lutter contre la pandémie des inégalités. La pandémie de Covid-19 nous amène encore dans un monde de crise. Cette pandémie nous amène à réfléchir sur de nombreux sujets qui semblaient ne pas intéresser l’opinion publique d’avant la pandémie. On citera par exemple un système de santé inadéquat, des personnels de santé mis en danger, l’environnement qui se dégrade, la crise climatique, une protection sociale insuffisante pour les personnes plus précaires avec de moins en moins de ressources et des personnes qui se retrouvent au chômage du jour au lendemain, comme les restaurateurs. En outre, la crise sanitaire a exacerbé d’autres problématiques dont le débat était déjà enflammé. Pour n’en citer qu’une, celle sur les bavures policières qui semblent se multiplier pendant cette pandémie. Toutes ces personnes se sentent délaissées par le Gouvernement et exigent que leurs droits soient respectés, dans l’objectif de se reconstruire et de repenser l’avenir après la pandémie.

Les manifestations semblent donc être un moyen efficace pour exercer son droit d’expression.

Chaque paragraphe fera donc l’objet d’un état des lieux des revendications portées par différentes catégories, surtout les plus touchées par la crise et comment elles ont pu s’exprimer à travers la manifestation.

Le personnel de santé est en première ligne et ils manifestent pour une amélioration des conditions de travail, qui se dégradent de plus en plus à cause de la Covid-19.

Les soignants sont à bout de forces, ils l’étaient déjà bien avant cette vague pandémique, mais actuellement les difficultés du métier sont de plus en plus tangibles. Leurs conditions de travail se dégradent et le manque de matériel au sein des établissements est un enjeu majeur. Surtout au début de l’épidémie, on constatait un nombre de lits trop restreint en salle de réanimation par rapport à la population et une pénurie de certains dispositifs médicaux comme des gants, des masques et des blouses. Ils revendiquent un salaire revalorisé à la hauteur des efforts déployés et des risques encourus, en proposant une prime de reconnaissance. Le fait de devoir faire face aux dangers du métier, tous les jours, en côtoyant des patients contaminés, peut être source de grande inquiétude. Ils craignent en effet de contaminer leur famille et leurs proches à risque. Les soignants manifestent aussi pour sensibiliser sur le manque de personnel.

Les dispositions parfois trop souples et non linéaires du Gouvernement à certaines périodes de l’année posent des problèmes aux établissements hospitaliers. Le nombre de patients admis à l’hôpital risque de ne pas baisser à cause d’un trop grand relâchement. Les centres hospitaliers demeurent sous tension et les conditions ne semblent pas s'améliorer malgré l’expérience acquise par les médecins pendant ces longs mois de pandémie. Les manifestations ont eu lieu sur tout le territoire, surtout dans les grandes agglomérations. Celle qui a rassemblé le plus de gens a été de 18.000 personnes à Paris.

Tout comme le personnel soignant, une autre catégorie a été fortement touchée par la crise, à savoir les restaurateurs. Depuis mars dernier, les restaurateurs n’ont pas vraiment eu de chance en cette année 2020. On n’aurait jamais cru qu’aujourd’hui les restaurateurs pourraient être dans une situation aussi précaire, certains même réduits à n’avoir que le choix de mettre la clé sous la porte. Aujourd’hui les restaurateurs montrent leur grogne contre le Gouvernement, qui ne veut pas entendre leurs raisons, alors que beaucoup d’autres établissements recevant du public comme les commerces et salons de coiffure restent ouverts. C’est une situation assez délicate car le monde de la restauration juge que l’exécutif prend des décisions allant à leur encontre, ne respectant pas les engagements concernant une possible réouverture, au moins partielle, prévue pour le 20 janvier. Cela les mène dans une grande incertitude, d’autant plus que l’objectif de 5000 cas diagnostiqués par jours (ce qui permettrait de rouvrir à certaines conditions) sont loin d’être atteints. Bien entendu, les gestionnaires de cinémas, théâtres, salles de jeux et boîtes de nuits sont dans la même situation. Ils manifestent eux aussi pour leur droit à travailler vu que beaucoup d’entre eux sont contraints de licencier des salariés et surtout car les dispositifs mis en place ne recouvrent pas toutes les dépenses auxquelles ils sont soumis, notamment les charges fixes, qui doivent être réglées malgré leur perte d’exploitation. En outre, le chômage technique est un dispositif qui ne peut pas tenir dans la durée.

 La dernière manifestation rassemblant ces catégories a eu lieu le 14 décembre 2020.

La crise sanitaire ne frappe pas toutes les catégories de la même manière, ce qui reste un fait avéré par de nombreuses études sociologiques. Les discriminations racistes et xénophobes se sont donc intensifiées dans nos sociétés. En temps de Covid-19, on constate cette problématique quand il s’agit de contrôler la population, qui peut subir des contrôles au faciès dans certains territoires. Ces épisodes sont de plus en plus évidents et rajoutent de la souffrance à tous ceux qui vivaient déjà le racisme ordinaire chaque jour. Ce sujet n’est pas directement lié à la pandémie. Pourtant, on peut le considérer comme une conséquence indirecte mais tangible qui crée bien de tensions au sein de la société, de plus en plus fragmentée. Il était clair du premier moment que les bavures policières augmenteraient, car les statistiques montrent qu’un jeune noir ou arabe a plus de chances de se faire contrôler, ce qui fait que les probabilités de subir des violences policières augmentent. La probabilité existe car le racisme peut malheureusement être présent parmi les forces de police, même dans le pays des Droits de l’homme. La solution serait celle de pouvoir filmer les agents de police lors de leurs fonctions. Néanmoins, il y a quelques semaines, la possibilité d’adoption d’une nouvelle loi appelée de « sécurité globale » remettait en question cette possibilité, ce qui offusque une large partie de la population française. Empêcher les gens de filmer risque de mettre en grande difficulté cette partie de la population qui a plus de risque de subir des violences et dont la seule arme reste leur caméra. Pour cette raison, même en temps de pandémie, le 28 novembre 2020, on comptait 500.000 manifestants rassemblés sur tout le territoire national. Ce qui a peut-être tout déclenché, c’est la mort de George Floyd, un homme noir américain qui a été brutalement tué par un agent de police. Cette mort a suscité de la tristesse, de la colère et de l'incompréhension partout dans le monde, et beaucoup de manifestations contre le racisme se sont suivies. Ici en France, il y a une manifestation qui a été organisée par le comité d’Adama Traoré. Sa sœur, Assa Traoré, s’est fait porte-parole de ces instances dans une foule de 80.000 manifestants le 20 juin 2020 à Paris.

Nous avons ici trois raisons différentes pour lesquelles des manifestations se sont déroulées pendant la pandémie et pour des causes différentes. Le Gouvernement doit apprendre à être à l’écoute des citoyens exerçant ses fonctions de manière exemplaire, au bénéfice du peuple, même pendant les temps plus difficiles.